



COMMISSION EUROPÉENNE

SECRETARIAT GENERAL

Bruxelles, le19 octobre 2006.....



C(2006)5039

NOTE POUR LES MEMBRES DE LA COMMISSION

E/2089/2006

NORMALE

Délai:

JEUDI 26 OCTOBRE 2006 - 11 H

**Observations éventuelles : service des procédures écrites SG-A-2
Fax : 64316 - Tél.: 52362 / 52363**

Objet : Indicateur des compétences linguistiques
- comité consultatif

Proposition de M. FIGEL'

Décision proposée :

- approuver le projet de décision de la Commission instituant le comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques;
- ne pas publier au JO.

Commentaire :

Ce projet vise à instituer ledit comité consultatif ayant pour tâche de conseiller la Commission sur des questions politiques et des problèmes techniques, d'adopter toute forme d'aide technique et de suivre les avancées réalisées au regard de l'utilisation de l'indicateur dans la pratique.

Selon le service responsable, ce projet ne comporte pas d'incidences financières sur le budget communautaire.

Jordi AYET PUIGARNAU
Directeur du Greffe

Copie : Mme QUINTIN, MM. ROMERO REQUENA, LÖNNROTH, BENEDETTI,
PETITE

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable

EAC Education et Culture

Services associés (Référence de la consultation CIS-Net : A5/D8032)pour accord

BUDG	Budget	: Accord
DGT	Traduction	: Accord
SCIC	Interprétation	: Accord
SG	Secrétariat général	: Accord

pour avis

SJ Service juridique : Avis favorable

Langue originale : FR

En cas de demande de corrigendum/suspension de cette procédure, les cabinets et/ou le Service juridique sont invités à envoyer leurs observations à la boîte fonctionnelle "SG A-2 ACCORDS CABINETS".

Dossier traité par Asuncion ZAMORA OCA - BERL 08/396 - 52613

Info-point PROCEDURE : SG/A/2 (52362- 52363)

Info-point NOTIFICATION : Christoforos MASTROGIANNIS (tél. 64741)

Info-point PUBLICATION : SG/A/2 (52362 – 52363)

COMMUNICATION À LA COMMISSION

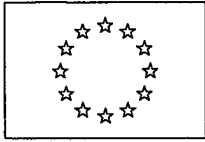
Création du comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques

La présente décision porte création du comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques. En mars 2002, à Barcelone, le Conseil européen a appelé à la création d'un indicateur des compétences linguistiques. La Commission, dans la communication intitulée "L'indicateur européen des compétences linguistiques" (COM (2005) 356 final), a proposé d'instituer un comité consultatif composé de représentants des États membres. Le 19 mai 2006, le Conseil européen Éducation a invité la Commission à créer, dès que possible, un comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques.

Les données disponibles pour le moment concernant les langues se limitent à des données sur l'enseignement des langues et à des résultats de sondage d'opinion. Ces données sur l'enseignement ne donnent pas un aperçu de l'état des compétences linguistiques. L'indicateur des compétences linguistiques constituera une source puissante de nouvelles informations capables d'étayer la prise de décisions sur la politique et la pratique de l'enseignement des langues étrangères et elle permettra d'identifier les bonnes pratiques. Certains États membres ont une solide expérience du développement d'indicateurs internationaux que la Commission entend exploiter pleinement. Ils participeront sans réserve au développement de l'indicateur des compétences linguistiques en conseillant la Commission et en veillant à la bonne marche de la mise en oeuvre dans les États membres. C'est pourquoi, la Commission va créer le comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques.

La décision propose que le comité consultatif soit présidé par la Commission. Celle-ci remboursera les frais de voyage et, le cas échéant, les frais de séjour des membres, des experts et des observateurs selon les règles définies par la Commission au regard de l'indemnisation des experts externes. Les frais centraux en 2006 seront couverts au titre des budgets des programmes Socrates et Leonardo da Vinci. À partir de 2007, les coûts relèveront du nouveau programme dans le domaine de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie.

La Commission est invitée à approuver cette décision.



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, (date) 2006
C(2006)

Projet de

DÉCISION DE LA COMMISSION

du [...]

instituant le comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques

Projet de

DÉCISION DE LA COMMISSION

du [...]

instituant le comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 149, paragraphe 2 du traité assigne à la Communauté la tâche de développer la dimension européenne dans l'éducation, notamment par l'apprentissage et la diffusion des langues des États membres.
- (2) En mars 2002, le Conseil européen, réuni à Barcelone, a appelé à la définition d'un indicateur des compétences linguistiques.
- (3) La Commission, dans sa proposition du 1^{er} août 2005¹ intitulée "L'indicateur européen des compétences linguistiques", a proposé la création d'un comité consultatif constitué de représentants d'États membres.
- (4) Le 27 avril 2006, le Parlement européen a adopté la résolution sur la promotion du multilinguisme et l'apprentissage des langues dans l'Union européenne: l'indicateur européen des compétences linguistiques, approuvant la proposition de la Commission de créer un organe constitué de représentants des États membres chargé de conseiller la Commission sur des questions politiques et des problèmes techniques, d'apporter toute forme d'aide technique et de suivre les avancées réalisées au regard de l'utilisation de l'indicateur dans la pratique.
- (5) Le 19 mars 2006, le Conseil Éducation a adopté des conclusions invitant la Commission à créer, dès que possible, un comité consultatif (le "comité consultatif de l'indicateur des compétences linguistiques") composé d'un représentant de chaque État membre et d'un représentant du Conseil de l'Europe.
- (6) C'est pourquoi, il est nécessaire de créer le comité consultatif de l'indicateur des compétences linguistiques et de définir ses tâches et sa structure.
- (7) Le comité consultatif devra conseiller la Commission sur les modalités, normes et protocoles techniques à appliquer dans les activités de collecte d'informations dans les États membres au regard de l'indicateur des compétences linguistiques.

¹ COM(2005) 356 final.

- (8) Le comité consultatif sera composé d'un représentant de chaque État membre, d'un représentant de la Bulgarie et d'un autre de la Roumanie, et d'un membre du Conseil de l'Europe.
- (9) Des règles doivent être arrêtées sur la communication d'informations par les membres du comité consultatif, sans préjudice des dispositions réglementaires de la Commission sur la sécurité telles qu'elles sont prescrites dans l'annexe de la décision sur la sécurité 2001/844/CE, CECA, Euratom² de la Commission.
- (10) Les données à caractère personnel des membres du comité consultatif seront traitées conformément au règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données³.

DÉCIDE:

Article premier

Le comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques

Le comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques, ci-après "le comité consultatif", est institué par la présente décision, avec effet à compter du jour de la publication de l'adoption de la décision dans le Journal officiel de l'Union européenne.

Article 2

Tâche

Le comité consultatif a pour tâche de conseiller la Commission sur des questions politiques et des problèmes techniques, d'apporter toute forme d'aide technique et de suivre les avancées réalisées au regard de l'utilisation de l'indicateur dans la pratique.

Article 3

Consultation

La Commission peut consulter le comité consultatif sur toute question en relation avec l'indicateur européen des compétences linguistiques.

² JO L 317 du 3.12.2001, p. 1. Décision modifiée en dernier lieu par la décision 2006/548/CE, Euratom (JO L 215 du 5.8.2006, p. 38).

³ JO L 8 du 12.1.2001, p. 1

Article 4

Composition - Nomination

1. Le comité consultatif se compose d'un représentant de chacun des États membres, d'un représentant de la Bulgarie et d'un autre de la Roumanie et d'un membre du Conseil de l'Europe.
2. Les membres du comité consultatif sont nommés par des spécialistes de l'évaluation linguistique et des statistiques désignés par chaque État membre, par la Bulgarie, par la Roumanie et par le Conseil de l'Europe.
3. Les membres du comité consultatif restent en fonction jusqu'à leur remplacement.
4. Les membres qui ne sont plus en mesure de contribuer efficacement aux travaux du comité consultatif, qui démissionnent ou qui ne satisfont pas aux conditions fixées au paragraphe 3 du présent article ou de l'article 287 du traité peuvent être remplacés pour la durée restante de leur mandat.
5. Les membres signent chaque année un engagement à agir dans l'intérêt public, et une déclaration attestant de l'absence ou de l'existence d'un quelconque intérêt susceptible d'affecter leur objectivité.
6. Les noms des membres sont publiés sur le site Internet de la DG Éducation et Culture. Ils sont rassemblés, traités et publiés dans le respect des dispositions du règlement (CE) n° 45/2001.

Dans des cas dûment justifiés, il peut être dérogé à la règle relative à la publication des noms des membres.

Article 5

Fonctionnement

1. Le comité consultatif est présidé par la Commission.
2. En accord avec la Commission, des sous-groupes peuvent être créés pour examiner des questions spécifiques sur la base d'un mandat établi par le comité consultatif. Ces sous-groupes sont dissous aussitôt leur tâche achevée.
3. Le représentant de la Commission peut demander à des experts ou des observateurs ayant des compétences spécifiques dans un domaine inscrit au programme de participer aux travaux du comité consultatif ou d'un sous-groupe si cela est utile et/ou nécessaire.
4. Les informations obtenues en participant aux travaux du comité consultatif ou d'un sous-groupe ne peuvent pas être divulguées si, de l'avis de la Commission, ces informations se réfèrent à des affaires confidentielles.
5. Le comité consultatif et ses sous-groupes se réunissent habituellement dans les locaux de la Commission conformément aux modalités et au calendrier établis par

elle. La Commission fournit les services de secrétariat. D'autres fonctionnaires de la Commission intéressés par les travaux peuvent assister aux réunions du comité consultatif et de ses sous-groupes.

6. Le comité consultatif adopte son règlement intérieur en s'inspirant des dispositions réglementaires types adoptées par la Commission.
7. La Commission peut publier, dans la langue originale du document concerné, un résumé, des conclusions entières ou partielles ou un document de travail, quels qu'ils soient, du comité consultatif.

Article 6

Frais de réunion

La Commission rembourse les dépenses de voyage et, s'il y a lieu, de séjour des membres, des experts et des observateurs occasionnées au titre des activités du comité consultatif, conformément aux dispositions réglementaires de la Commission sur l'indemnisation d'experts externes⁴.

Les membres, les experts et les observateurs ne sont pas rémunérés pour les services qu'ils rendent.

Les frais de réunion sont remboursés dans les limites du budget annuel alloué au comité consultatif par les services compétents de la Commission.

Article 7

Applicabilité

La présente décision s'applique jusqu'à ce que la Commission décide de l'annuler.

Fait à Bruxelles, [...]

Par la Commission

[...]

Membre de la Commission

⁴ Voir le COM (2005) 356 final, Fiche Financière

MITTEILUNG AN DIE KOMMISSION

Einsetzung eines Beirats für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz

Mit diesem Beschluss wird der Beirat für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz eingesetzt. Im März 2002 forderte der Europäische Rat von Barcelona die Erstellung eines Sprachkenntnisse-Indikators. In der Mitteilung „Europäischer Indikator für Sprachenkompetenz“ (KOM(2005) 356 endg.) hat die Kommission vorgeschlagen, einen Beirat einzurichten, der sich aus Vertretern der Mitgliedstaaten zusammensetzt. Am 19. Mai 2006 hat der Rat „Bildung“ die Kommission aufgefordert, sobald wie möglich einen Beirat für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz einzusetzen.

Die derzeit verfügbaren Daten beschränken sich auf Inputdaten (z.B. Angaben zu Sprachunterricht in Schulen) und die Ergebnisse öffentlicher Umfragen. Erstere geben jedoch keinen Aufschluss über den Stand der Sprachkenntnisse. Der Indikator für Sprachenkompetenz wird umfangreiche neue Daten liefern, auf die sich Entscheidungen über Strategien für den Fremdsprachenunterricht und seine praktische Durchführung stützen und mit deren Hilfe bewährte Verfahren ermittelt werden können. Die Mitgliedstaaten verfügen über umfassende Erfahrung mit der Entwicklung internationaler Indikatoren, auf die die Kommission zurückgreifen möchte. Sie sollten voll und ganz in die Entwicklung des Indikators für Sprachenkompetenz eingebunden werden, die Kommission beraten und die zügige Umsetzung auf nationaler Ebene sicherstellen. Die Kommission wird daher einen Beirat für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz einsetzen.

Im Beschluss wird vorgeschlagen, dass die Kommission den Vorsitz im Beirat führt. Die Reise- und gegebenenfalls Aufenthaltskosten der Mitglieder, Experten und Beobachter werden von der Kommission gemäß den für externe Experten geltenden Vorschriften erstattet. Die auf zentraler Ebene anfallenden Kosten werden aus Mitteln der Programme SOKRATES und LEONARDO DA VINCI finanziert. Ab 2007 werden die Kosten aus dem neuen Aktionsprogramm für lebenslanges Lernen bestritten.

Die Kommission wird ersucht, diesen Beschluss zu genehmigen.



KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Brüssel, den (Datum) 2006
K (2006)

Entwurf

BESCHLUSS DER KOMMISSION

vom [...]

zur Einsetzung des Beirats für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz

Entwurf

BESCHLUSS DER KOMMISSION

vom [...]

zur Einsetzung des Beirats für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz

DIE KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN –

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft,

in Erwägung nachstehender Gründe:

- (1) Gemäß Artikel 149 Absatz 2 EG-Vertrag hat die Gemeinschaft die Aufgabe, die europäische Dimension im Bildungswesen zu entwickeln, insbesondere durch Erlernen und Verbreitung der Sprachen der Mitgliedstaaten.
- (2) Im März 2002 forderte der Europäische Rat auf seiner Tagung in Barcelona die Erstellung eines Sprachkenntnisse-Indikators.
- (3) Die Kommission schlug in ihrer Mitteilung „Europäischer Indikator für Sprachenkompetenz“ vom 1. August 2005¹ vor, einen Beirat einzurichten, der sich aus Vertretern der Mitgliedstaaten zusammensetzt.
- (4) Das Europäische Parlament nahm am 27. April 2006 die „Entschließung zur Förderung der Mehrsprachigkeit und des Sprachenlernens in der Europäischen Union: Europäischer Indikator für Sprachenkompetenz“ an, in der der Vorschlag der Kommission begrüßt wird, ein aus Vertretern der Mitgliedstaaten zusammengesetztes Gremium einzurichten, das die Kommission in Politik- und Fachfragen und in Fragen der technischen Unterstützung beraten sowie die Fortschritte bei der Anwendung des Indikators in der Praxis überwachen soll.
- (5) Der Rat „Bildung“ hat am 19. Mai 2006 in seinen Schlussfolgerungen die Kommission aufgefordert, sobald wie möglich einen Beirat (den „Beirat für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz“) einzusetzen, der einen Vertreter jedes Mitgliedstaates und einen Vertreter des Europarates umfassen soll.
- (6) Daher gilt es, den Beirat für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz einzusetzen und seine Aufgaben und seine Zusammensetzung festzulegen.
- (7) In Zusammenhang mit dem europäischen Indikator für Sprachenkompetenz sollte der Beirat die Kommission hinsichtlich geeigneter Methoden, Standards und technischer Protokolle für die Datenerhebung in den Mitgliedstaaten beraten.

¹ KOM(2005) 356 endg.

- (8) Der Beirat sollte sich aus einem Vertreter jedes Mitgliedstaates, je einem Vertreter aus Bulgarien und Rumänien und einem Vertreter des Europarates zusammensetzen.
- (9) Unbeschadet der im Anhang des Beschlusses 2001/844/EG, EGKS, Euratom aufgeführten Sicherheitsvorschriften der Kommission sollten Vorschriften für die Weitergabe von Informationen durch Mitglieder des Beirats festgelegt werden².
- (10) Die Verarbeitung personenbezogener Daten der Mitglieder des Beirats sollte gemäß der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2000 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe und Einrichtungen der Gemeinschaft und zum freien Datenverkehr erfolgen³ –

BESCHLIESST:

Artikel 1

Beirat für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz

Mit dem Tag der Annahme des Beschlusses im Amtsblatt der Europäischen Union wird ein Beirat für den europäischen Indikator für Sprachenkompetenz, nachstehend „Beirat“ genannt, eingesetzt.

Artikel 2

Aufgabe

Die Aufgabe des Beirats besteht darin, die Kommission in Politik- und Fachfragen und in Fragen der technischen Unterstützung zu beraten sowie die Fortschritte bei der Anwendung des Indikators in der Praxis zu überwachen.

Artikel 3

Konsultation

Die Kommission kann den Beirat zu allen Angelegenheiten in Zusammenhang mit dem europäischen Indikator für Sprachenkompetenz konsultieren.

Artikel 4

Zusammensetzung – Ernennung

1. Der Beirat setzt sich aus einem Vertreter jedes Mitgliedstaates, je einem Vertreter aus Bulgarien und Rumänien und einem Vertreter des Europarates zusammen.

² ABl. L 317 vom 3.12.2001, S. 1. Beschluss zuletzt geändert durch den Beschluss 2006/548/EG, Euratom (ABl. L 215 vom 5.8.2006, S. 38).

³ ABl. L 8 vom 12.1.2001, S. 1.

2. Die Mitglieder des Beirats, Experten mit ausgewiesener Fachkompetenz in den Bereichen Sprachentests und Statistik, werden von den Mitgliedstaaten, Bulgarien, Rumänien und dem Europarat ernannt.
3. Die Mitglieder des Beirats üben ihre Funktion bis zu ihrer Ersetzung aus.
4. Mitglieder, die nicht mehr in der Lage sind, einen wirksamen Beitrag zur Arbeit des Beirats zu leisten, die ihr Amt niederlegen oder die gegen die Bestimmungen von Absatz 3 dieses Artikels und Artikel 287 EG-Vertrag verstoßen, können für die Dauer ihrer verbleibenden Amtszeit ersetzt werden.
5. Die Mitglieder geben jedes Jahr eine schriftliche Verpflichtungserklärung ab, im öffentlichen Interesse zu handeln, sowie eine Erklärung darüber, ob ein ihrer Unabhängigkeit abträglicher Interessenkonflikt besteht oder nicht.
6. Die Namen der Mitglieder werden auf der Website der Generaldirektion Bildung und Kultur veröffentlicht. Die Erfassung, Verarbeitung und Veröffentlichung der Namen der Mitglieder erfolgt gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 45/2001.

In ausreichend begründeten Fällen kann von einer Veröffentlichung der Namen der Mitglieder abgesehen werden.

Artikel 5

Arbeitsweise

1. Den Vorsitz im Beirat führt die Kommission.
2. Für die Prüfung besonderer Fragen können in Abstimmung mit der Kommission und auf der Grundlage eines vom Beirat festgelegten Mandats Untergruppen eingesetzt werden. Diese werden unmittelbar nach Erfüllung ihres Mandats aufgelöst.
3. Der Vertreter der Kommission kann, soweit sinnvoll und/oder notwendig, Experten oder Beobachter mit ausgewiesener Fachkompetenz in Bezug auf eines der auf der Tagesordnung stehenden Themen einladen, an den Arbeiten des Beirats oder der Untergruppen teilzunehmen.
4. Im Rahmen der Mitwirkung an den Arbeiten des Beirats und der Untergruppen erhaltene Informationen dürfen nicht weitergegeben werden, wenn sie von der Kommission als vertraulich eingestuft werden.
5. Die Sitzungen des Beirats und der Untergruppen finden in der Regel in den Räumlichkeiten der Kommission gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten und Terminen statt. Die Kommissionsdienststellen nehmen die Sekretariatsgeschäfte wahr. Andere interessierte Beamte der Kommission können an den Sitzungen des Beirats und seiner Untergruppen teilnehmen.
6. Der Beirat gibt sich eine Geschäftsordnung auf der Grundlage der von der Kommission angenommenen Standardgeschäftsordnung.

7. Die Dienststellen der Kommission können Zusammenfassungen, Schlussfolgerungen, Auszüge aus Schlussfolgerungen oder Arbeitsunterlagen des Beirats in der Originalsprache des betreffenden Dokuments veröffentlichen.

Artikel 6

Sitzungskosten

Die im Rahmen der Tätigkeit des Beirats anfallenden Reise- und gegebenenfalls Aufenthaltskosten der Mitglieder, Experten und Beobachter werden von der Kommission gemäß den für externe Experten geltenden Vorschriften erstattet⁴.

Die Tätigkeit der Mitglieder, Experten und Beobachter wird nicht vergütet.

Die Erstattung der Sitzungskosten erfolgt nach Maßgabe der Mittel, die dem Beirat von den zuständigen Kommissionsdienststellen im Rahmen der jährlichen Mittelzuweisung zur Verfügung gestellt werden.

Artikel 7

Geltungsdauer

Dieser Beschluss gilt solange, bis die Kommission beschließt, ihn außer Kraft zu setzen.

Brüssel, den [...]

Für die Kommission

[...]

Mitglied der Kommission

⁴ Siehe KOM (2005) 356 endg., Finanzbogen.

MEMORANDUM TO THE COMMISSION

Setting up the European Indicator of Language Competence Advisory Board

This decision is setting up the European Indicator of Language Competence Advisory Board. In March 2002 in Barcelona, the European Council called for the establishment of a linguistic competence indicator. In the communication "The European Indicator of Language Competence" (COM (2005) 356 final), the Commission proposed to establish an Advisory Board of representatives of Member States. On the 19th of May 2006 The Education Council invited the Commission to set up, at the earliest opportunity, a European Indicator of Language Competence Advisory Board.

The data that are currently available on languages are limited to input data and public opinion survey results. These input data do not give a picture of the state of language proficiencies. The language competence indicator will provide a rich source of new data that can support decisions on the policy and practice of teaching foreign languages and enable good practice to be identified. Member States have a rich experience in the development of international indicators, which the Commission wants to utilise to the full. The Member States should be fully involved in the development of the language indicator, advising the Commission and securing good progress on the implementation in Member States. The Commission will therefore establish the European Indicator of Language Competence Advisory Board.

The decision proposes that the Advisory Board shall be chaired by the Commission. The Commission shall reimburse travel, and where appropriate, subsistence expenses for members, experts and observers in accordance with the Commission's rules on the compensation of external experts. Central costs in 2006 will be covered within the budgets of the Socrates and the Leonardo da Vinci programme. From 2007 and onwards the costs will be covered by the new programme in the field of Life Long Learning.

The Commission is asked to approve this decision.



COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Brussels, (date) 2006
C (2006)

Draft

COMMISSION DECISION

of [...]

setting up the European Indicator of Language Competence Advisory Board

Draft

COMMISSION DECISION

of [...]

setting up the European Indicator of Language Competence Advisory Board

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Community,

Whereas:

- (1) Article 149(2) of the Treaty assigns the Community the task of developing the European dimension in education, particularly through the teaching and dissemination of the languages of the Member States.
- (2) In March 2002 the European Council meeting in Barcelona called for the establishment of a linguistic competence indicator.
- (3) In its Communication of 1st August 2005¹ entitled The European Indicator of Language Competence, the Commission proposed to establish an Advisory Board of representatives of Member States.
- (4) On 27th April 2006 the European Parliament adopted the Resolution on measures to promote multilingualism and language learning in the European Union: European Indicator of Language Competence endorsing the Commission proposal to set up a body consisting of Member State representatives to advise the Commission on policy issues, technical matters and all forms of technical support, and to monitor progress regarding the practical use of the Indicator.
- (5) On 19 May 2006 the Education Council adopted conclusions inviting the Commission to set up, at the earliest opportunity, an Advisory Board (the 'European Indicator of Language Competence Advisory Board') composed of a representative of each Member State and one representative of the Council of Europe
- (6) It is therefore necessary to set up the European Indicator of Language Competence Advisory Board and to define its tasks and its structure.
- (7) The Advisory Board should advise the Commission on the appropriate arrangements, standards and technical protocols for data gathering activities in Member States in connection with the European indicator of language competence.

¹ COM(2005) 356 final.

- (8) The Advisory Board should be composed of one member from each of the Member States, one member from Bulgaria and Romania and one member for the Council of Europe.
- (9) Rules on disclosure of information by members of the Advisory Board should be provided for, without prejudice to the Commission's rules on security as set out in the Annex to Commission Decision 2001/844/EC, ECSC, Euratom².
- (10) Personal data relating to members of the Advisory Board should be processed in accordance with Regulation (EC) No 45/2001 of the European Parliament and of the Council of 18 December 2000 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data by the Community institutions and bodies and on the free movement of such data³.

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Article 1

The European Indicator of Language Competence Advisory Board

The European Indicator of Language Competence Advisory Board, hereinafter referred to as "the Advisory Board," is hereby set up with effect from the day of the adoption of the decision in the Official Journal of the European Union.

Article 2

Task

The Advisory Board's task shall be to advise the Commission on policy issues, technical matters and all forms of technical support, and to monitor progress regarding the practical use of the Indicator.

Article 3

Consultation

The Commission may consult the Advisory Board on any matter relating to the European indicator of language competence.

² OJ L 317, 3.12.2001, p. 1. Decision as last amended by Decision 2006/548/EC, Euratom (OJ L 215, 5.8.2006, p. 38).

³ OJ L 8, 12.1.2001, p. 1

Article 4

Composition - Appointment

1. The Advisory Board shall be composed of one member from each Member State, one member from each of Bulgaria and Romania and one member for the Council of Europe.
2. The members of the Advisory Board shall be appointed from specialists with competence in language testing and statistics designated by each Member State, Bulgaria, Romania and the Council of Europe.
3. Members of the Advisory Board shall remain in office until such time as they are replaced.
4. Members who are no longer capable of contributing effectively to the Advisory Board's deliberations, who resign or who do not comply with the conditions set out in paragraph 3 of this Article or Article 287 of the Treaty may be replaced.
5. Members shall each year sign an undertaking to act in the public interest and a declaration indicating the absence or existence of any interest which may undermine their objectivity.
6. The names of members shall be published on the Internet site of DG Education and Culture. The names of members shall be collected, processed and published in accordance with the provisions of Regulation (EC) No 45/2001.

In duly substantiated cases, exemptions may be made to the rule governing publication of the names of members

Article 5

Operation

1. The Advisory Board shall be chaired by the Commission.
2. In agreement with the Commission, sub-groups may be set up to examine specific questions under terms of reference established by the Advisory Board. Such groups shall be dissolved as soon as they have completed their tasks.
3. The Commission's representative may ask experts or observers with specific competence on a subject on the agenda to participate in the Advisory Board's or sub-group's deliberations if this is useful and/or necessary.
4. Information obtained by participating in the deliberations of the Advisory Board or of a sub-group may not be divulged if, in the opinion of the Commission, that information relates to confidential matters.
5. The Advisory Board and its sub-groups shall normally meet on Commission premises in accordance with the procedures and schedule established by it. The Commission shall provide secretarial services. Other Commission officials with an

interest in the proceedings may attend meetings of the Advisory Board and its sub-groups.

6. The Advisory Board shall adopt its rules of procedure on the basis of the standard rules of procedure adopted by the Commission.
7. The Commission may publish, in the original language of the document concerned, any summary, conclusion, or partial conclusion or working document of the Advisory Board.

Article 6

Meeting expenses

The Commission shall reimburse travel and, where appropriate, subsistence expenses for members, experts and observers in connection with the Advisory Board's activities in accordance with the Commission's rules on the compensation of external experts.⁴

The members, experts and observers shall not be remunerated for the services they render.

Meeting expenses are reimbursed within the limits of the annual budget allocated to the Advisory Board by the responsible Commission services.

Article 7

Applicability

This Decision shall apply until the Commission decides to annul it.

Done at Brussels, [...]

For the Commission
[...]
Member of the Commission

⁴ See COM (2005) 356 final, Fiche Financière